**Vers la solution finale**

[Auschwitz](http://www.histoire.presse.fr/taxonomy/term/2232) - 01/10/1998 par Philippe Burrin dans [collections n°3](http://www.histoire.presse.fr/collections/auschwitz) à la page 22 | Gratuit

Le génocide : un projet inscrit, dès l'origine, dans le programme des nazis ? Ou bien le fruit des circonstances, et notamment d'une guerre totale, de moins en moins facile à mener par les Allemands ? A cette interrogation simple en apparence, les historiens apportent aujourd'hui des réponses très nuancées - et controversées.

Dès le départ, la politique du régime nazi envers les Juifs s'est accompagnée de violences, et de violences mortelles. Mais c'est à partir de 1938 que leur courbe s'envole dans un crescendo effrayant.

En 1933, lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir, les Juifs victimes des attaques des milices nazies, des SA sections d'assaut en particulier, se comptent par dizaines, à côté d'innombrables blessés. En novembre 1938, la Nuit de cristal fait passer la barre des centaines, si l'on ajoute aux victimes du pogrom les décès provoqués par les sévices exercés par les gardiens sur certains des 30 000 Juifs envoyés les jours suivants en camp de concentration\*. En automne 1939, l'invasion de la Pologne entraîne la mort de plusieurs milliers de Juifs entre les mains des *Einsatzgruppen* \* de Himmler, des unités spéciales formées de policiers et de SS\* qui enferment dans des ghettos\*, spolient et soumettent au travail forcé la population juive. Les mêmes unités reprennent du service en juin 1941 sur le territoire soviétique, où leurs victimes se comptent cette fois par centaines de milliers en quelques mois. Enfin, le démarrage des installations de gazage, notamment à Chelmno et à Belzec à la fin de 1941 et à Auschwitz en été 1942, voue à l'extermination industrielle des millions de personnes, sans que cessent les fusillades et tandis que les épidémies et les famines ravagent les ghettos encore épargnés.

Cette montée exponentielle, en trois ans, de la violence antijuive des nazis ne pouvait manquer de retenir l'attention des historiens. Elle a été au centre de très vifs débats au cours des années 1970 et 1980, et elle reste l'un des aspects les plus discutés de l'histoire du régime nazi aujourd'hui encore. Faut-il voir dans cette radicalisation le dévoilement progressif d'une intention d'exterminer les Juifs d'Europe, présente dès le départ dans l'esprit des dirigeants nazis, de Hitler en premier lieu, qui aurait simplement attendu que les circonstances fussent favorables à l'exécution de son programme ? Ainsi que l'a souligné Eberhard Jäckel, le spécialiste de l'idéologie nazie, Hitler avait charpenté sa vision du monde autour du danger juif, et il a même annoncé publiquement, dans son célèbre discours devant le Reichstag le 30 janvier 1939, qu'il allait exterminer les Juifs d'Europe1.

Ou bien faut-il y voir le résultat imprévisible du mode de fonctionnement irrationnel d'un régime certes fanatiquement antisémite, mais qui s'est trouvé avant tout pris dans un engrenage, ou, si l'on préfère, qui s'est engagé dans une série d'impasses dont il n'est sorti que par une radicalisation croissante ? Pour Martin Broszat, la décision prise par Hitler en septembre 1941 de déporter les Juifs allemands vers l'Est en escomptant une prochaine défaite de l'URSS aurait débouché sur la mise à mort quand la résistance soviétique, bloquant une déportation plus à l'Est, eut soudain créé des conditions si chaotiques - maladies, famines, etc. - dans les ghettos que l'extermination finit par apparaître comme la solution la plus simple pour en finir avec la *« question juive »* 2.

Dans la première interprétation, qualifiée d'intentionnaliste, Hitler est la cheville ouvrière du crime : un crime prémédité et exécuté à partir d'une décision unique prise à un moment précis. Dans la seconde interprétation, dite fonctionnaliste, il est, selon la formule de Hans Mommsen, un *« dictateur faible »* qui se borne à indiquer des directions par ses tirades antisémites, la rivalité entre ses lientenants se combinant à une accumulation de difficultés imprévues, en premier lieu le piétinement de la campagne à l'Est, pour aboutir au massacre, non pas au terme d'une décision unique pour Broszat et Mommsen, il n'y eut probablement pas d'ordre formel donné par Hitler, mais au bout d'un processus étiré sur plusieurs mois3. Logiquement, cette divergence des interprétations, qui découle de l'état très lacunaire des sources, trouve son reflet dans la chronologie construite par les uns et les autres. Tandis que les intentionnalistes situent le basculement dans le génocide\* à une date précoce, dans les premiers mois de 1941, les fonctionnalistes ne le voient s'accomplir définitivement qu'à l'été 1942.

Au cours des dernières années, le débat a perdu de son acuité, dans la mesure où des études détaillées, exploitant les archives de l'Est nouvellement disponibles, ont enrichi nos connaissances4 et rendu moins tenables les positions extrêmes. Ainsi, à propos de Hitler, qui apparaît aujourd'hui à la plupart des historiens moins comme un homme doté d'un programme global fixé *ne varietur* que braqué sur une obsession antisémite qui laissait place à plusieurs politiques possibles ; d'autre part, rares sont ceux qui contestent encore qu'il ait été le décideur suprême à chaque étape de la politique antijuive, quand bien même il se bornait parfois à réagir à des propositions venant de ses lieutenants. Ainsi encore, à propos de la chronologie du basculement dans le génocide : la majorité des historiens tiennent aujourd'hui pour vraisemblable l'hypothèse d'une chaîne de décisions dont les plus importantes auraient été prises quelque part entre septembre et décembre 1941, les dates extrêmes du printemps 1941 et de l'été 1942 ayant de moins en moins de partisans.

Pour comprendre comment on en est arrivé à Auschwitz, il faut prendre en compte à la fois la sinuosité des politiques et l'obsession idéologique. Incontestablement, le régime nazi n'a pas suivi une ligne droite, il a employé plusieurs méthodes, parfois simultanément, et il a poursuivi successivement deux objectifs. Le premier consistait à faire disparaître les Juifs du territoire allemand, et la méthode principale était de les faire émigrer, une émigration qu'accélère la mise en route de l'aryanisation\* en 1938. A la veille de la guerre, environ les deux tiers des Juifs d'Allemagne et d'Autriche sont partis, et quelque 20 000 Juifs allemands font de même en 1940-1941 en dépit des difficultés créées par la guerre. A partir de 1938, le régime nazi recourt à une méthode complémentaire, l'expulsion, qui frappe notamment les Juifs polonais résidant dans le Reich en automne 1938.

Mais en même temps qu'il presse le tempo pour rendre le Reich *« judenfrei » « libéré des Juifs »* , le régime nazi indique clairement que la simple disparition des Juifs de l'Allemagne ne le satisfait pas. Hitler et ses diplomates commencent en 1938 à propager l'idée d'une solution internationale de la *« question juive »* , à savoir la concentration des Juifs du monde entier ou, à défaut, des Juifs européens sur un territoire lointain, sorte de « réserve » indienne, où ils seraient réduits à l'impuissance. Le problème juif est mondial, le nazisme entend le résoudre sur ce plan.

Les mêmes lignes sont poursuivies après l'éclatement de la guerre, laquelle augmente les difficultés en accroissant de manière extraordinaire le nombre de Juifs placés sous la coupe du Reich. En 1941, alors que l'Allemagne n'en compte plus guère que 170 000, ils sont environ 8 millions dans les pays que ses armées occupent. L'émigration est devenue au mieux une solution d'appoint, et l'expulsion perd son sens dans une Europe sous hégémonie allemande. Reste la concentration dans une réserve. Le projet d'établir une réserve outre-mer connaît une flambée d'actualité à l'été 1940 lorsque la défaite de la France fait envisager l'envoi des Juifs à Madagascar ; mais un début de planification est stoppé par la continuation de la guerre avec l'Angleterre. Une solution de remplacement consiste à concentrer les Juifs à la périphérie de l'empire nazi. Pendant la drôle de guerre, il est question de les déporter en Pologne occupée, puis à l'été 1941, quand commence le massacre des Juifs soviétiques, de les envoyer à l'est de la Russie. Mais en octobre 1941 tombe l'interdiction de toute émigration. La nasse se ferme tandis que débutent les préparatifs de l'extermination à l'échelle du continent.

**Avant les juifs, les malades mentaux**

La sinuosité des politiques n'est pas contradictoire, bien au contraire, avec l'obsession idéologique. Que ce soit par l'émigration ou par l'expulsion, les Juifs doivent disparaître de l' *« espace vital\* »* de la race allemande. Mais, comme l'indique l'idée de la réserve, ils doivent également disparaître comme diaspora en dehors de l' *« espace vital »* du Reich parce qu'ils ne sauraient être qu'une menace permanente pour lui. Cette double disparition est une obsession dont on retrouve la trace chez Hitler depuis son entrée en politique et qu'il est justifié de qualifier de programmatique. L'extermination était une autre méthode pour réaliser cette obsession et c'est ce que disait en somme Hitler dans son discours du 30 janvier 1939, sous une forme conditionnelle - l'extermination adviendrait si les Juifs provoquaient l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale.

Toutefois, même conditionnelle, même accompagnée de la mention d'autres « solutions », comme le départ des Juifs de l'Allemagne et la concentration des Juifs du monde entier sur un territoire lointain, cette « prophétie » d'extermination constituait un événement sans précédent dans les annales de l'histoire moderne : un chef d'État déclarait publiquement qu'il pourrait rayer un peuple de la surface de l'Europe. Une menace, soulignons-le, que Hitler ne profère à l'encontre d'aucun autre de ses adversaires. L'antisémitisme a chez les nazis un statut quasi métaphysique. La figure du Juif synthétise et condense tout ce qu'ils haïssent au monde.

S'il est indispensable de lier idéologie et politique pour éclairer la genèse du génocide, il est capital de l'enraciner dans la politique du régime à partir de 1939, et précisément dans la fièvre exterminatrice qui s'empare de lui et que peut faire négliger une focalisation sur la seule politique antijuive. Avec l'éclatement de la guerre, le régime nazi embraye sur une politique meurtrière à large spectre où se déploient les potentialités inhérentes à son idéologie raciste. Cette politique se donne libre cours dans la mise à mort par gazage de quelque 70 000 malades mentaux allemands entre l'automne 1939 et l'automne 1941. Dans l'éradication projetée et partiellement réalisée des élites polonaises en 1939-1940, puis des élites de l'État soviétique à partir de juin 1941. Et encore dans les plans de Himmler, à l'été 1941, visant à coloniser les espaces de l'Est européen en expulsant une trentaine de millions de Slaves5. Autant de pratiques et de projets qui pavent le chemin vers le génocide, non seulement par l'apprentissage de méthodes comme les déportations ou le gazage, mais encore par l'habitude prise de régler leur sort à des populations entières. Ce débridement de la violence doit être relié à la fois à l'immensité des ambitions nazies de remodelage du continent, au contexte désinhibiteur d'une guerre en passe de devenir totale et au sentiment que les dirigeants du Reich ont de jouer dans cette affaire leur va-tout.

**Une dynamique implacable**

L'extermination des Juifs est inséparable de cet arrière-plan, mais elle advient selon une dynamique implacable qui n'appartient qu'à elle et dont les étapes font à présent chez les historiens l'objet d'un quasi-consensus. Fusillades d'hommes juifs sur une grande échelle en URSS dès le début de la guerre à l'Est en juin 1941 ; extension du massacre aux familles entières vers le milieu de l'été ; à l'automne, début de la construction de centres de gazage en Pologne annexée ; enfin conférence de Wannsee, dans la banlieue de Berlin, conférence prévue d'abord pour décembre 1941, puis reportée en janvier 1942, où l'action des bureaucraties du Reich est coordonnée au niveau européen même les Juifs des pays qui ne sont pas sous la domination nazie, comme l'Angleterre ou la Suisse, figurent dans le tableau statistique des futures victimes. Le procès-verbal de cette conférence, établi par Eichmann, reste à ce jour le document le plus explicite sur le passage au génocide. Car il fait référence à l'élimination physique, selon des méthodes qui ne sont pas précisées, de tous les Juifs incapables de travailler, et à la mise au travail des autres, jusqu'à leur mort par épuisement ou par liquidation.

Si la chronologie est à peu près claire, le moment précis du basculement et les motifs qui l'ont déterminé demeurent dans une pénombre propice aux divergences d'interprétation. Les historiens n'ont d'autre choix que de mettre en relation avec d'autres événements les indices à leur disposition. Une première tendance, illustrée ces dernières années par les travaux stimulants et contestés de l'historien allemand Götz Aly, relie le génocide à la politique de remodelage nazi du continent et à ses impasses. Un remodelage qui doit être démographique mais aussi social puisqu'il s'agit d'homogénéiser le peuplement selon les lignes raciales et de rationaliser en même temps la structure sociale. Or, dans les deux cas, la population juive représente un obstacle à éliminer, et cette élimination - physique faute d'alternative - résulterait ainsi d'une planification technocratique bien plus que d'une idéologie primitivement antisémite6.

Une seconde tendance met en relation l'accélération brutale de la tuerie après juin 1941 avec le déroulement de plus en plus problématique de la guerre en Union soviétique, comme le fait Arno Mayer7, ou avec l'entrée en guerre des États-Unis, comme le soutiennent un certain nombre de travaux récents8, ou encore avec les deux évolutions9. Ici, ce qui fait basculer dans le génocide, c'est la rencontre d'une situation diplomatico-stratégique avec une structure idéologique préexistante qui lui donne sens et qui pousse à l'action. La guerre devenant difficile pour l'Allemagne, les Juifs, que les nazis se représentent comme les éventuels bénéficiaires du conflit, méritent une extermination urgente et sans rémission, à la différence de toute autre population.

Où qu'aille la préférence de chacun, les historiens se rejoignent dans l'idée que le régime nazi a cherché dans une certaine mesure sa voie et qu'il n'est pas allé par une sorte d'automatisme idéologique ou bureaucratique en droite ligne vers le génocide. C'est ce que montre d'ailleurs l'évolution des modalités de la tuerie. Dans un premier temps, les bourreaux se déplacent pour fusiller leurs victimes ; ils continueront à le faire à un rythme décroissant pendant les années suivantes en Pologne et en Union soviétique : au total, plus de 1,3 million de Juifs sont ainsi assassinés. Puis ils mettent au point des installations de gazage où les futures victimes sont transportées de toute l'Europe, des installations qui font environ 3 millions de morts ; à quoi il faut ajouter plus de 800 000 décès en raison des conditions de vie dans les ghettos10.

Le régime a cherché sa voie, mais il n'a pas eu à la chercher beaucoup ni longtemps. L'obsession qui tenaillait ses dirigeants de faire disparaître le danger juif, non seulement de l'Allemagne, mais de l'Europe entière, voire de la planète, incluait l'extermination dès le départ, comme l'une des méthodes qui permettraient de réaliser cette obsession. Et probablement comme la méthode la plus satisfaisante pour l'imaginaire apocalyptique des nazis.

Par Philippe Burrin

1. Cf. E. Jäckel, *Hitler idéologue* , Paris, Calmann-Lévy, 1973.

2. Cf. M. Broszat, « Hitler und die Geneis der «Endlösung» », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* , 1977, n° 4, pp. 739-775.

3. On peut lire en traduction française le célèbre article de Hans Mommsen, « La réalisation de l'utopique : la «Solution finale de la question juive» dans le IIIe Reich », dans H. Mommsen, *Le National-socialisme et la société allemande. Dix essais d'histoire sociale et politique* , Paris, Éd. de la MSH, 1997. Pour une présentation de ce débat, voir I. Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation* , Paris, Gallimard, 1992.

4. Cf. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer* , Vienne, Europa-Verlag, 1993 ; T. Sandkühler, *« Endlösung » in Galizien* , Bonn, Dietz, 1996 ; D. Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944* , Munich, Oldenbourg, 1996 ; G. Aly, *« Endlösung »* , Francfort, Fischer, 1995.

5. Cf. notamment M. Burleigh, *Death and Deliverance : Euthanasia in Germany 1900-1945* , Cambridge University Press, 1994 ; H. Friedlander, *The Origins of Nazi Genocide : From Euthanasia to the Final Solution* , Chapel Hill, The North Carolina University Press, 1995 ; Ch. Browning, *The Path to Genocide* , Cambridge University Press, 1992 ; M. Rössler dir., *Der « Generalplan Ost »* , Cologne, 1990.

6. Cf. G. Aly et S. Heim, *Vordenker der Vernichtung* . Hambourg, Hoffmann und Campe Verlag, 1991 ; G. Aly, « *Endlösung », op. cit* .

7. A. Mayer, *La « Solution finale » dans l'histoire* , Paris, La Découverte, 1990.

8. L. J. Hartog, *Der Befehl zum Judenmord. Hitler, Amerika und die Juden* , Bodenheim, Syndikat Buchgesellschaft, 1997 1re éd. hollandaise, 1994 ; P. Witte, « Zwei Entscheidungen in der «Endlösung» der Judenfrage », *Theresienstädter Studien und Dokumente* , Prague, 1995, pp. 38-68 ; Ch. Gerlach, « Die Wannsee-Konferenz, das Schicksal der deutschen Juden und Hitlers politische Entscheidung, alle Juden Europas zu ermorden », *Werkstattgeschichte* , n° 18, 1997, pp. 7-44.

9. Ph. Burrin, *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide* , Paris, Le Seuil, 1989.

10. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe* , Paris, Fayard, 1988.